

## Grands-parents pour le climat/Klima-Grosseltern CH

### PV de l'Assemblée générale du 21 juin 2021 à Fribourg de 10h à 12h30

#### 1. Accueil et présentations.

**Alain Frei** notre coprésident salue l'assemblée et présente les deux traductrices : **Veronika Westphal** qui tente de créer un mouvement Parents pour le climat VD et **N. Roehrich**.

**Jacques Eschmann** est élu pour présider la séance.

**Cristina Tatarletti**, membre GPclimat FR, ancienne directrice et fondatrice de l'Association pour l'Education Familiale du canton de Fribourg, rappelle la motion populaire de GPclimat lancée suite à la consultation du Plan climat cantonal (PCC) jugé insuffisant. A son tour, Le Syndic de Fribourg, **Thierry Steiert**, souhaite la bienvenue aux personnes présentes et nous remercie pour notre engagement.

#### 2. Adoption de l'Ordre du jour : adopté sans modification.

#### 3. Adoption du PV de l'AG 2020 : approuvé, une abstention (PV non lu).

#### 4. Rapport du comité année 2020 : quelques réactions suite au refus de la loi CO2.

**Philippe Biéler**, ancien Conseiller d'Etat écologiste (VD) pense que les Jeunes ont leur part de responsabilité dans cet échec. **Laurent Thévoz** précise que les 18 à 35 ans ont été les plus nombreux à refuser la loi. **Alain Frei** sollicite la commission scientifique pour une analyse, tout en faisant appel à candidatures pour grossir le groupe. **Nicole Galland** rappelle que le comité a rencontré des membres des Grévistes du climat et leur a signifié clairement son refus de soutenir le référendum et sa totale adhésion à la loi CO2. **Laurence Martin** mentionne la prochaine concertation nationale des Jeunes le 27 juin à Berne et suggère que des membres s'y joignent. **Ueli Hagnauer** ajoute qu'outre la jeunesse, le monde rural s'est opposé assez largement à la loi.

#### 5. Retours éventuels sur les rapports des Groupes régionaux/Sections cantonales GR/SC, des Groupes de travail (GT) et de la commission scientifique : voir les liens renvoyant aux rapports sur l'invitation à l'AG.

Le groupe VS est en stand-by, repris par **François Pilet**. Un stand GPclimat VS, animé avec le cyclotrain genevois, était présent à Monthey pour le premier Festival de la Durabilité.

La nécessité que chaque Groupe régional entreprenne une analyse critique des **plans climat cantonaux (PCC)** récents est primordiale. La commission scientifique (CS) s'est engagée dans une comparaison comprenant également le plan des Jeunes pour le climat, celui des Verts mais la tâche est ardue avoue **Nicole Galland**. **Laurent Thévoz** suggère que le comité national coordonne les analyses des groupes régionaux. Il propose de monter un groupe de suivi des politiques cantonales de transition, ceci pour répondre au besoin de connaître les instruments et de pouvoir échanger des informations. Cette initiative, qui par ailleurs n'aura pas d'influence sur le budget, a été acceptée par l'assemblée. **Jacques Maeder** aimerait que la CS nous donne quelques points sur lesquels se baser pour harmoniser, déterminer des paramètres communs. **René Jaccard** rappelle qu'INTERREGIO, premier groupe en Suisse alémanique, a une fonction importante de coordination et qu'il est ouvert aux membres hors groupe régional. **Jean Berner** du groupe « Zentralschweiz » signale que le groupe a été consulté au sujet du plan climat de Lucerne. **Ueli Hagnauer** du

groupe « Bern und Umgebung » explique que pendant la campagne CO2, son groupe a eu la fonction de « pont » vers les divers groupes locaux de jeunes, expérience jugée très positive.

**Revue de presse : Ueli Hagnauer** se réjouit que la lettre ouverte au Conseil Fédéral ait paru dans le journal local du Pays d'En Haut. Des félicitations sont adressées à **Jean Martin** qui s'exprime régulièrement dans la presse. Les bénévoles du groupe constitué de volontaires pour rédiger des « courriers des lecteurs » s'adressent individuellement au responsable « presse » **Gérard Blanc** qui inclut leur prose dans l'endroit prévu à cet effet sur le site.

6. **Présentation et approbation des comptes 2020** : commentés par **Martin Bettler** et approuvés. **Marie Schaffer-Wyler** et **Gérard Muller** attestent de la bonne tenue des comptes.

7. **Décharge au comité et aux vérificateur.trice** : à l'unanimité de l'assemblée.

8. **Elections statutaires** : le comité est élu à l'unanimité, il est constitué de neuf membres :

Alain Frei et Laurence Martin, coprésidents

Eva Affolter-Svenonius

Martin Bettler, trésorier

Elisa Fuchs et Jean-Luc Gérard, représentants de la Suisse alémanique

Brigitte Guex

Jacqueline Lecocq

Michel Stevens

**Laurence Martin** remercie chaleureusement **Daniel Desponds** qui quitte le comité pour se consacrer essentiellement au groupe Lausanne et environs qui comprend un nombre très important de membres. **Catherine Froidevaux**, démissionnaire en 2020, absente à l'Assemblée, est également remerciée pour sa tenue des comptes, charge reprise par **Martin Bettler** début 2021.

**Marc Tréboux** s'annonce comme suppléant pour les comptes. **Marie Schaffer-Wyler** et **Gérard Muller** sont reconduits dans leur charge de vérificateurs.

**Laurence Martin** fait un appel à candidature pour les groupes de travail ainsi que pour le comité en précisant qu'il est possible de s'investir en tant que soutien au comité, comme **Cynthia Sikorski, Jeannette Regan, Marie Schaffer-Wyler**.

9. **Projets et financement : L'Alimentation, une clé pour la transition.**

**Laurence Martin** présente le projet, précédé d'une amorce à Grandcour. Pour rappel, il s'agit d'un projet majeur qui se développera sur 3 ans. Une fondation privée assure un financement de poids, qui couvre l'entier de la première année et une partie des années 2 et 3. L'objectif est de former près de 550 personnes. Une des formations vise les changements individuels dans le domaine de l'alimentation, l'autre permet d'initier un projet collectif dans ce domaine à l'échelle d'une commune, d'un quartier. Né dans un tissu lausannois et vaudois, ce projet devrait être diffusé par les groupes dans les régions et atteindre si possible toute la Suisse romande puis alémanique.

10. **Martin Bettler** présente brièvement le budget 2021. Celui-ci est accepté à l'unanimité.

## 11. GPclimat et la désobéissance civile - intervention de Luc Recordon, membre de la Commission scientifique GPclimat et membre du comité CENAC<sup>1</sup> - discussion et prise de position.

**Laurence Martin** explique nos difficultés vécues au moment de renouveler le statut d'utilité publique de notre association. Selon l'administration cantonale vaudoise, si l'on se réfère à quelques rapports issus de nos Assemblées générales, notre position sur la question est jugée ambiguë et serait un obstacle à l'obtention de ce statut. Le document annexé : « Désobéissance civile : une position claire » clarifie la position adoptée par GPclimat lors d'une séance de coordination en 2019. Le statut d'utilité publique nous a finalement été à nouveau accordé.

**Luc Recordon** dresse un portrait de la situation où on constate des liaisons plus ou moins directes entre les désobéisseurs : jugements à Fribourg et à Lausanne, actions XR sur les ponts, Grève pour le climat, la ZAD, projets d'aéroports en France. L'occupation de la ZAD est un exemple de la forme la plus dure de la non-violence. La désobéissance civile est un acte collectif, non violent, cherchant à minimiser l'effet sur les personnes et les biens dans le respect de la proportionnalité. « Secouer le cocotier sans le briser. »

Il cite John Rawls et surtout Hannah Arendt pour leurs travaux théoriques en la matière.

Le CENAC fera prochainement une proposition au Canton de Vaud avec des conseils « comment répondre à des actes de désobéissance ? ». Il propose également des formations sur la non-violence. Au sujet d'une question sur la notion d'état de nécessité, **Luc Recordon** répond qu'il y a des interprétations ; « le droit est imparfait, les processus également ».

**Philippe Bieler** remercie Luc Recordon de sa présentation. Revenant à la position de GPclimat, **Marie Schaffer-Wyler** l'approuve en rappelant qu'elle correspond à nos statuts. **Catherine Choffat** est d'avis que cette position est trop restrictive, qu'elle représente une fermeture, qu'elle est paralysante. Elle trouve intéressante l'idée de proposer une formation CENAC aux membres. **Luc Recordon** trouve le texte GPclimat restrictif, notamment la notion « être associé ». **Jean Martin** place la question dans le contexte de notre association : GPclimat est en même temps un acteur social agissant sur le comportement pratique et un mouvement militant. Nous ne pouvons pas tout mettre sur la militance. La reconnaissance d'utilité publique est un atout important pour notre travail « social » sur lequel nous devons mettre l'accent. La bataille politique ne doit pas être au premier plan. Il se prononce pour la proposition. **Jean-Claude Lalou** partage l'avis de **Catherine Choffat**.

L'assemblée vote en faveur de quatre changements dans notre proposition initiale :

- Remplacer « être associée à de telles actions » par « être co-auteurice de telles actions »
- Supprimer « pas de banderoles GPclimat »
- Supprimer « sans se réclamer de GPC »
- Supprimer « Le strict port de l'épinglette est admis »

Le document modifié est joint en annexe.

---

<sup>1</sup> CENAC : centre pour l'action non violente

## 12. Divers

**Alain Rouget** nous signale qu'il a proposé 5 articles pour publication dans le blog de la Commission scientifique et que tous ont été bien reçus mais non publiés. Il demande une explication. **Nicole Galland** rappelle que le blog est un lieu d'échange et que la Commission n'a pas la disponibilité de tout relire et d'ajuster ces synthèses personnelles aux nouvelles connaissances éventuelles. Elle propose que le comité étudie la possibilité de créer une « tribune libre ».

Ce sujet sera à l'OJ d'un prochain comité tant il est vrai qu'il faut respecter le travail des contributeurs et ne pas les décourager.

**Hubert Mauris** propose d'ajouter au titre de GPclimat la question de l'élévation des mers. Le comité étudiera la question.

Jacqueline Lecocq et Eva Affolter-Svenonius

Annexes :

Désobéissance civile : [une position claire \(2019\)](#)

Désobéissance civile : [position votée à l'Assemblée générale de 2021](#)